

Rapport annuel Jahresbericht

—
2025



**POUVOIR JUDICIAIRE
GERICHTSBEHÖRDEN**

ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

**Tribunal des mesures de contrainte TMC
Zwangsmassnahmengericht ZMG**

Table des matières

Inhaltsverzeichnis

1	Introduction	3
1.1	Tribunal des mesures de contrainte	4
1.1.1	Partie générale	4

1.1	Zwangsmassnahmengericht	9
1.1.1	Allgemeiner Teil	9
1.1.2	Partie statistique / Statistischer Teil	14

1 Introduction

Au Conseil de la magistrature

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les membres du Conseil,

Conformément à l'art. 101 al. 2 LJ, nous avons l'honneur de vous adresser notre rapport sur l'exercice 2025 et confirmons que les données statistiques présentées dans ce rapport sont correctes.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les membres du Conseil, l'expression de notre haute considération.

Fribourg, le 23 janvier 2026

1.1 Tribunal des mesures de contrainte

1.1.1 Partie générale

1.1.1.1 Compétences

Le Tribunal des mesures de contrainte ordonne la détention provisoire et la détention pour des motifs de sûreté et en contrôle la légalité. Il traite les procédures de levée de scellés et, dans ce cadre, il délivre depuis le 1^{er} janvier 2024, les mandats nécessaires pour procéder à des copies forensiques urgentes, sur requêtes du Ministère public. Il lui appartient également de décider, d'autoriser ou de refuser d'autres mesures de contrainte [surveillance de la correspondance par poste et télécommunication et par d'autres mesures techniques, IMSI-catcher, GovWare, investigation secrète (agent infiltré), requête d'anonymat, prélèvement d'échantillons lors d'enquêtes de grande envergure, recherche de personnes condamnées et recherches en cas d'urgence, etc.]. Il ordonne aussi la surveillance des relations bancaires et est compétent pour statuer sur une demande d'examen des conditions de détention.

Indépendamment de ses attributions en matière de procédure pénale, il statue sur les mesures de contrainte dans le domaine du droit des étrangers si la cause doit être jugée par une autorité judiciaire, en vertu de l'art. 74 LJ (détention administrative, mandat de perquisition, etc.).

Sa compétence s'étend à l'ensemble du canton. Il traite de cas s'appliquant tant aux majeurs qu'aux mineurs.

1.1.1.2 Remarques générales

1.1.1.2.1 Juges

Juges professionnelles - équivalents plein temps EPT au 31.12.

Nom/Prénom	Fonction	2023	2024	2025
Maradan Delphine	Juge	1	1	1
Barras Géraldine	Juge	0.6	0.6	0.6
Walter Sonja	Juge	0.6	0.6	0.6
Total EPT au 31.12.		2.2	2.2	2.2

Les trois Juges du Tribunal des mesures de contrainte exercent leur fonction à raison de 60%, respectivement 100%, avec une permanence assurée 7 jours sur 7, toute l'année. Les affaires ainsi que les permanences sont réparties proportionnellement à leur taux d'activité.

Le remplacement de la Juge Sonja Walter, en congé maternité jusqu'au 16 mars 2025, a été assuré par Victoria Malecki, Greffière auprès du Tribunal des mesures de contrainte, au taux de 20%, pour le traitement des affaires en allemand, et par Sylvain Keller, Greffier et Greffier-chef auprès du Tribunal des mesures de contrainte, au taux de 40%, pour le traitement des affaires en français.

Au moment de fixer les objectifs du Tribunal des mesures de contrainte en 2011, les affaires n'étaient pas aussi nombreuses, les domaines de compétence moins étendus. Les procédures administratives, ainsi que les procédures de levée de scellés, procédures complexes qui peuvent occuper le Magistrat durant plusieurs mois, voire des années, ont atteint un niveau élevé. On peut s'attendre à ce que la tendance, dans ces deux domaines, se poursuivent.

Juges suppléant-e-s au 31.12.2025

- > Ludovic Farine
- > Caroline Gauch
- > Saskia Oberson
- > Peter Stoller

Saskia Oberson, Caroline Gauch et Peter Stoller, Présidents de première instance, ainsi que Ludovic Farine, Greffier-rapporteur au Tribunal cantonal, sont juges suppléants. Durant l'année 2025, il a été fait appel à deux reprises à Peter Stoller pour traiter des dossiers en allemand. Le recours aux juges suppléants n'est possible qu'à titre exceptionnel, ceux-ci étant déjà très sollicités par leur propre fonction et charge. Le Tribunal des mesures de contrainte les remercie pour leur engagement et leur disponibilité, dans des délais très courts, malgré leurs activités professionnelles respectives.

1.1.1.2.2 Greffe et secrétariat

Équivalents plein temps EPT au 31.12.	2023	2024	2025
Total EPT Greffier/ères-chef/fes (postes permanents)	1	1	1
Total EPT Greffiers/ères (postes permanents)	0.5	0.8	1
Total EPT Stagiaires juristes	1	1	1
Total EPT Collaborateur/trices administratifs (postes permanents)	1.7	1.4	1.2
Total EPT Apprenti/es collaborateur/trices administratifs	2	1	1
Total	6.2	5.2	5.2

Suite au départ de Nicole Boillat-Mayer, laquelle a quitté ses fonctions de secrétaire de Juge au 31 décembre 2024 et qui exerçait son activité principale en allemand, le Greffe a été réorganisé. Sultan Ulukütük, engagée à 0.5 EPT, a maintenu son taux d'activité, Ashvien Yogaragh, engagé à 0.5 EPT, a augmenté son taux d'activité de 0.2 EPT, travaillant ainsi depuis le 1^{er} janvier 2025 à raison de 0.7 EPT. La Greffière alémanique, engagée initialement à raison de 0.3 EPT, a augmenté son taux d'activité de 0.2 EPT, lesquels sont destinés à soutenir et traiter les dossiers alémaniques au niveau du secrétariat. Une telle réorganisation s'est avérée nécessaire compte tenu des difficultés à trouver du personnel qualifié prêt à travailler en allemand à d'aussi petits taux d'activités (0.3 EPT pour le Greffe et 0.2 EPT pour le secrétariat). Ainsi au niveau du secrétariat, Sultan Ulukütük, engagée à 0.5 EPT, et Ashvien Yogaragh, engagé à 0.7 EPT, exercent leur activité principalement en français et la Greffière alémanique exerce, à raison de 0.2 EPT, son activité pour traiter les dossiers alémaniques au niveau du secrétariat.

Au niveau du Greffe, Renaud Chardonnens et Sylvain Keller exercent toujours en job sharing (1 EPT) la fonction de Greffiers-chefs. En sus, Renaud Chardonnens exerce la fonction de Greffier à raison de 0.2 EPT et Sylvain Keller à raison de 0.3 EPT. Ils exercent leurs fonctions en français. Victoria Malecki, exerçant la fonction de Greffière alémanique à raison de 0.5 EPT, dont 0.2 EPT pour traiter les dossiers alémaniques au niveau du secrétariat, a quitté ses fonctions au 31 mars 2025. Au 1^{er} août 2025, Coralie Fuchs a été engagée en remplacement de Viktoria Malecki. Compte tenu du fait que durant les mois d'avril à juillet 2025, la Juge alémanique n'a pas pu compter sur un soutien alémanique au niveau du Greffe et du secrétariat, Coralie Fuchs a travaillé du mois d'août 2025 au mois de décembre 2025, à raison de 0.9 EPT.

En sus, afin d'assurer le bon fonctionnement, une bonne administration de la justice et liquider d'anciens dossiers de scellés, un renforcement exceptionnel au niveau du Greffe, par Renaud Chardonnens, a été mis en place à partir du 10 mars 2025 jusqu'au 31 décembre 2025. Le Tribunal des mesures de contrainte remercie vivement la DSJS, le SJ et le Conseil de la magistrature du soutien apporté.

S'y ajoutent un greffier-stagiaire et un stagiaire MPC 3+1 (maturité professionnelle commerciale, plus une année de stage). L'apport de ces personnes est certes utile, mais dès lors qu'elles sont en formation, et génèrent une forte rotation du personnel, elles nécessitent un travail d'encadrement non négligeable, tant par le personnel administratif, les Greffiers et les Juges.

1.1.1.2.3 Locaux

S'agissant des locaux, aucune solution adaptée aux besoins du Tribunal n'a été trouvée. Des mesures vont être mises en place afin d'améliorer la sécurité des actuels locaux du Tribunal des mesures de contrainte.

Pour l'heure, le Tribunal des mesures de contrainte continue d'utiliser les salles d'audiences mises à disposition par d'autres autorités judiciaires, selon leurs disponibilités. La situation actuelle permet d'assurer le bon fonctionnement du Tribunal dans des conditions conformes au droit, ce qui satisfait aux exigences de la Police (transport sécurisé, accès pour le fourgon cellulaire notamment, discrétion du transport du prévenu), garantit sécurité et discrétion, et offre aux avocats la possibilité de s'entretenir avec leurs clients dans des locaux sécurisés. Ces solutions impliquent néanmoins le déplacement systématique du Juge et du collaborateur l'accompagnant, d'où une perte de temps et d'efficacité considérable. La grande accessibilité et la centralité des bureaux du Tribunal, ainsi que sa proximité avec le Ministère public, offrent en revanche l'avantage incontestable de permettre la transmission très rapide des dossiers judiciaires entre les autorités.

1.1.1.3 Activité juridictionnelle

1.1.1.3.1 Remarques générales

Après une stabilité de l'activité juridictionnelle en 2022, celle-ci a repris de manière significative depuis 2023.

En 2025, le Tribunal des mesures de contrainte a été saisi de 957 nouvelles affaires, soit 116 affaires de plus qu'en 2024, ce qui correspond à une augmentation de presque 14% du nombre d'affaires en une année. De manière générale, depuis la création du Tribunal des mesures de contrainte en 2011, le nombre d'affaires enregistrées a toujours progressé, augmentant en moyenne de plus de 32%, qui résulte de la comparaison entre la moyenne de 2011 à 2024, d'une part, et le chiffre de 2025, d'autre part. Cette augmentation des dossiers peut sembler-t-il s'expliquer en partie par le renforcement de l'octroi d'une nouvelle cellule au Ministère public et d'une nouvelle cellule au Tribunal des Mineurs.

Le Tribunal des mesures de contrainte remercie vivement la DSJS, le SJ et le Conseil de la magistrature du soutien apporté qui permet de juguler la charge de travail croissante. Compte tenu de la particularité du Tribunal, notamment de l'urgence des demandes de détention, impliquant leur traitement dans des délais légaux très courts (48 et 96 heures), il est relevé que les trois juges consacrent régulièrement une partie de leurs week-ends à la prise de décision et à leur rédaction, cas échéant avec tenue d'audience.

Pour sa 15^{ème} année de fonction, le Tribunal des mesures de contrainte a été saisi de 957 nouvelles affaires (2024 : 841 ; 2023 : 869 ; 2022 : 711 ; 2021 : 830 ; 2020 : 634 ; 2019 : 688 ; 2018 : 672 ; 2017 : 897 ; 2016 : 915 ; 2015 : 759 ; 2014 : 777 ; 2013 : 797 ; 2012 : 735 ; 2011 : 574), en sus des 20 affaires pendantes au 31 décembre 2024. La nature des cas et le mode de liquidation sont illustrés en détail dans la partie statistique de ce rapport.

Sur les 957 (2024 : 846 ; 2023 : 852 ; 2022 : 718 ; 2021 : 830 ; 2020 : 634 ; 2019 : 688 ; 2018 : 672) affaires liquidées, 839 (2024 : 758 ; 2023 : 747 ; 2022 : 631 ; 2021 : 774 ; 2020 : 611 ; 2019 : 617 ; 2018 : 604) ont été traitées en français et 121 (2024 : 88 ; 2023 : 105 ; 2022 : 87 ; 2021 : 56 ; 2020 : 23 ; 2019 : 71 ; 2018 : 68) en allemand, soit 12.65% des dossiers (2024 : 10.4% ; 2023 : 12.4% ; 2022 : 12.2% ; 2021 : 7% ; 2020 : 4% ; 2019 : 10% ; 2018 : 10% ; 2017 : 7% ; 2016 : 6% ; 2015 : 6% ; 2014 : 6% ; 2013 : 7% ; 2012 : 5% ; 2011 : 4.5%). Les dossiers en allemand sont traités par Sonja Walter. Sans prendre en compte les dossiers de scellés, lesquels présentent une charge de travail plus conséquente, et les dossiers traités par les Juges suppléants alémaniques, Sonja Walter, respectivement ses remplaçants durant son congé maternité, ont traité en 2025 45.6% de dossiers en allemand (2024 : 30% ; 2023 : 44% ; 2022 : 48% ; 2021 : 26.4% ; 2020 : 9.8% ; 2019 : 21,1% ; 2018 : 18,5% ; 2017 : 15.3% ; 2016 : 10.9% ; 2015 : environ 12% ; 2014 :

environ 19% ; 2013 : environ 25% ; 2012 : environ 20% ; 2011 : environ 15%). En sus, comme il sera relevé ci-dessous, depuis ces trois dernières années, les dossiers de scellés ont considérablement augmenté. En 2025, sur 25 dossiers de scellés ouverts, 6 l'étaient en allemand, soit 24% (2024 : 16 nouveaux dossiers de scellés, dont 4 en allemand, soit un taux de 25% ; 2023 : 11 nouveaux dossiers de scellés, dont 6 en allemand, soit un taux de 54.5%). Ainsi, en prenant en compte les scellés, plus de la moitié des dossiers traités par Sonja Walter le sont en allemand.

En outre, depuis le 1^{er} janvier 2024, le Tribunal des mesures de contrainte est compétent pour délivrer les mandats relatifs aux copies forensiques, dans des cas urgents, sur requête du Parquet. Durant l'année 2025, 13 mandats ont été délivrés. À noter que ces mandats doivent être rendus dans l'urgence, généralement le jour même de la requête.

Le Tribunal des mesures de contrainte a tenu 95 audiences (2024 : 82 ; 2023 : 75 ; 2022 : 77 ; 2021 : 84 ; 2020 : 76 ; 2019 : 105 ; 2018 : 115 ; 2017 : 129 ; 2016 : 128).

1.1.1.3.2 Affaires pénales

Le prononcé de la détention avant jugement et les ordonnances de prolongation et de libération de détention, l'autorisation des mesures de surveillance secrètes et les procédures de levée des scellés constituent les domaines d'activité principaux du Tribunal des mesures de contrainte. A l'instar du nombre d'affaires en général, le nombre d'ordonnances en matière de détention a augmenté en 2025 et reste plus élevé que la moyenne des années précédentes (2025 : 510 ; 2024 : 450 ; 2023 : 502 ; 2022 : 448 ; 2021 : 539 ; 2020 : 417 ; 2019 : 438 ; 2018 : 425 ; 2017 : 573 ; 2016 : 525 ; 2015 : 442 ; 2014 : 462). Il en va de même en ce qui concerne le nombre d'ordonnances en matière de mesures de surveillance secrètes, notamment les surveillances téléphoniques, qui ont augmenté en 2025 et reste plus élevé que la moyenne des années précédentes (2025 : 248 ; 2024 : 202 ; 2023 : 195 ; 2022 : 145 ; 2021 : 159 ; 2020 : 141 ; 2019 : 160 ; 2018 : 152 ; 2017 : 245 ; 2016 : 283 ; 2015 : 234 ; 2014 : 206 ; 2013 : 232 ; 2012 : 229 ; 2011 : 144). Durant l'année 2025, 25 nouvelles affaires de scellés ont été enregistrées (2024 : 16 ; 2023 : 11, 2022 : 5 ; 2021 : 5 ; 2020 : 2 ; 2019 : 2 ; 2018 : 2 ; 2017 : 2 ; 2016 : 2 ; 2015 : 1 ; 2014 : 3 ; 2013 : 0 ; 2012 : 0 ; 2011 : 0). Au 31 décembre 2025, le nombre d'affaires de levée de scellés était de 16 pendantes, dont 11 ouvertes en 2025, 3 ouverts en 2024, 1 ouverte en 2023 et 1 ouverte en 2020 (2024 : 14 ; 2023 : 14 ; 2022 : 7 ; 2021 : 4 ; 2020 : 2 ; 2019 : 2 ; 2018 : 2 ; 2017 : 3 ; 2016 : 1 ; 2015 : 3 ; 2014 : 1). Vu l'ampleur des dossiers et le nombre de documents à trier, le Juge devant se prononcer sur chaque pièce, ces procédures sont chronophages et demandent un énorme investissement. De manière générale, depuis la création du Tribunal des mesures de contrainte en 2011, le nombre d'affaires de scellés enregistrées a toujours progressé. Il a augmenté de plus de 586%, par rapport à la moyenne résultant de la comparaison des chiffres de 2011 à 2024, d'une part, et le chiffre de 2025, d'autre part.

En 2025, les ordonnances du Tribunal des mesures de contrainte ont fait l'objet de 34 (2024 : 28 ; 2023 : 20 ; 2022 : 21 ; 2021 : 26 ; 2020 : 30) recours auprès de la Chambre pénale du Tribunal cantonal. Deux recours à la Chambre pénale du Tribunal cantonal étaient pendants au 1^{er} janvier 2025. Sur les 34 arrêts rendus par ladite Chambre pénale en 2025, 4 recours ont été admis, 1 recours a partiellement été admis, 24 recours ont été rejetés, 2 recours ont été déclarés irrecevables et 3 sont devenus sans objet. En 2025, deux affaires ont été déférées au Tribunal fédéral. Les deux recours ont été rejetés. En sus, le recours interjeté en 2024 auprès du Tribunal fédéral, lequel était toujours pendant au 1^{er} janvier 2025, a par décision des Juges de Mon Repos du 20 janvier 2025 été déclaré irrecevable.

1.1.1.3.3 Mesures de contrainte en droit des étrangers

Indépendamment de ses attributions en matière de procédure pénale, le Tribunal des mesures de contrainte statue sur les mesures de contrainte dans le domaine du droit des étrangers si la cause doit être jugée par une autorité judiciaire. Principalement, il s'agit de contrôler la légalité et l'adéquation des détentions administratives ordonnées par le Service de la population et des migrants. Après une année 2020 marquée par une diminution du nombre de détentions administratives contrôlées par le Tribunal, due principalement à la pandémie de Covid-19, puis une année 2021 marquée par une augmentation, et une année 2022 marquée par une légère diminution, le nombre de détentions contrôlées ensuite en 2023 et 2024 a, à nouveau, augmenté, pour ensuite légèrement diminuer en 2025 (2025 : 57 ; 2024 : 65 ; 2023 : 61 ; 2022 : 46 ; 2021 : 67 ; 2020 : 51 ; 2019 : 71 ; 2018 : 81 ; 2017 : 66 ; 2016 : 83 ; 2015 : 75, 2014 : 90, 2013 : 71, 2012 :

61). Le nombre d'assistances judiciaires demandées a fortement augmenté depuis 2022. Il a doublé par rapport à 2021 ; étant précisé qu'en 2021, le nombre avait triplé par rapport à celui de 2020 (2025 : 80 ; 2024 : 84 ; 2023 : 67 ; 2022 : 62 ; 2021 : 39 ; 2020 : 12 ; 2019 : 16). Cette augmentation génère automatiquement une charge de travail supplémentaire non négligeable. La détention étant ordonnée par une autorité administrative, il revient au Tribunal des mesures de contrainte de la contrôler. Ces demandes de contrôles se font également dans un des délais très courts (96 heures).

En 2025, trois décisions du Tribunal des mesures de contrainte ont fait l'objet d'un recours auprès du Tribunal cantonal et un recours était pendant au 1^{er} janvier 2025. Un recours a été rejeté et un autre est devenu sans objet. Deux recours étaient toujours pendant au 31 décembre 2025.

1.1.1.4 Divers

Pour l'année 2025, la Présidence administrative du Tribunal des mesures de contrainte a été assurée par la Juge Delphine Maradan.

La Juge Géraldine Barras fonctionne comme Vice-Présidente de la Commission de recours de l'Université de Fribourg. Elle est responsable de la formation du stagiaire MPC 3+1, en collaboration avec la secrétaire formatrice.

La Juge Delphine Maradan représente le Tribunal auprès d'e-justice, du Dialogue Santé- Justice et de la Chaîne pénale.

La Juge Sonja Walter est responsable informatique pour le Tribunal des mesures de contrainte. En parallèle de ses fonctions de magistrate, elle a suivi la première moitié du CAS en magistrature, formation qui se poursuit et s'achèvera en 2026.

Les trois juges prennent part à tour de rôle aux réunions des Tribunaux des mesures de contrainte romands, qui se réunissent une fois par année.

1.1 Zwangsmassnahmengericht

1.1.1 Allgemeiner Teil

1.1.1.1 Zuständigkeit

Das Zwangsmassnahmengericht ordnet Untersuchungs- und Sicherheitshaft an und kontrolliert deren Rechtmässigkeit. In dessen Kompetenz fällt ebenfalls die Behandlung von Entsiegelungsverfahren und in diesem Zusammenhang seit dem 1. Januar 2024 ebenfalls die Erteilung der nötigen Aufträge zur Erstellung dringender forensischer Kopien auf Antrag der Staatsanwaltschaft. Weiter ist es zuständig für die Anordnung, Genehmigung oder Ablehnung anderer Zwangsmassnahmen [Überwachung des Post- und Fernmeldeverkehrs und anderer technischer Maßnahmen, IMSI-Catcher, GovWare, verdeckte Ermittlungen (verdeckte Ermittler), Anträge auf Anonymität, Probeentnahmen bei Grossfahndungen, Fahndungen verurteilter Personen, Überwachungsanordnungen in Fällen der Suche nach verurteilten oder vermissten Personen in einem Notfall etc.]. Es ist auch für die Überwachung von Bankbeziehungen und die Behandlung von Anträgen auf Überprüfung von Haftbedingungen zuständig.

Unabhängig von seinen Befugnissen im Bereich des Strafrechts entscheidet es über Zwangsmassnahmen im Bereich des Ausländerrechts, wenn die Angelegenheit gemäss Art. 74 JG von einer richterlichen Behörde beurteilt werden muss (Administrativhaft, Durchsuchungsbefehl usw.).

Seine Zuständigkeit erstreckt sich auf den gesamten Kanton. Es befasst sich mit Fällen, die sowohl Erwachsene als auch Minderjährige betreffen.

1.1.1.2 Allgemeine Bemerkungen

1.1.1.2.1 Richter/innen

Berufsrichter/innen - Vollzeitäquivalente VZÄ am 31.12.

Name/Vorname	Funktion	2023	2024	2025
Maradan Delphine	Richterin	1	1	1
Barras Géraldine	Richterin	0.6	0.6	0.6
Walter Sonja	Richterin	0.6	0.6	0.6
Total VZÄ am 31.12.		2.2	2.2	2.2

Die drei Richterinnen des Zwangsmassnahmengerichts üben Ihre Tätigkeit zu einem Beschäftigungsgrad von je 60% bzw. 100% aus und stellen während des ganzen Jahres einen Pikettdienst von 7 auf 7 Tagen sicher. Die Zuteilung der Dossiers, sowie der Piketteinsätze erfolgt im Verhältnis zum jeweiligen Beschäftigungsgrad der Richterinnen.

Die Vertretung der Richterin Sonja Walter, die sich bis zum 16. März 2025 im Mutterschaftsurlaub befand, wurde einerseits durch Victoria Malecki, Gerichtsschreiberin beim Zwangsmassnahmengericht, mit einem Pensum von 20% für die Behandlung der deutschsprachigen Fälle und andererseits durch Sylvain Keller, Gerichtsschreiber und Chefgerichtsschreiber beim Zwangsmassnahmengericht, mit einem Pensum von 40% für die Behandlung der französischsprachigen Fälle sichergestellt.

Als im Jahr 2011 die Aufgabenbereiche des Zwangsmassnahmengerichts festgelegt wurden, gab es anzahlmässig weniger Gesuche, die Tätigkeitbereiche des Gerichts waren weniger umfangreich. Die ausländerrechtlichen Administrativverfahren, sowie die Entsiegelungsverfahren, bei welchen es sich um komplexe Verfahren handelt, die einen Magistraten über mehrere Monate, respektive Jahre beschäftigen können, haben anzahlmässig ein sehr hohes Niveau erreicht. Es ist zu erwarten, dass sich diese Tendenz in diesen beiden Bereichen fortsetzen wird.

Ersatzrichter/innen am 31.12.2025

- > Ludovic Farine
- > Caroline Gauch
- > Saskia Oberson
- > Peter Stoller

Die erstinstanzlich tätigen Gerichtspräsidenten Saskia Oberson, Caroline Gauch und Peter Stoller sowie Ludovic Farine, Gerichtsschreiber-Berichterstatter am Kantonsgericht, sind die Ersatzrichter des Zwangsmassnahmengerichts. Im Jahr 2025 wurde Peter Stoller zweimal für die Behandlung von Dossiers in deutscher Sprache beigezogen. Der Einsatz der Ersatzrichter ist nur in Ausnahmefällen möglich, da diese bereits durch ihre eigenen Funktionen und Ämter stark beansprucht werden. Das Zwangsmassnahmengericht dankt den Ersatzrichtern für ihre Bereitschaft, trotz ihrer jeweiligen beruflichen Tätigkeiten, stets kurzfristig zur Verfügung zu stehen.

1.1.1.2.2 Gerichtsschreiberei und Sekretariat

Vollzeitäquivalente VZÄ am 31.12.	2023	2024	2025
Total VZÄ Chefgerichtsschreiber/innen (Festanstellung)	1	1	1
Total VZÄ Gerichtsschreiber/innen (Festanstellung)	0.5	0.8	1
Total VZÄ Juristische Praktikantinnen/Praktikanten	1	1	1
Total VZÄ Verwaltungsmitarbeitende (Festanstellung)	1.7	1.4	1.2
Total VZÄ Auszubildende Verwaltungsmitarbeitende (HMS 3+1 und der Auszubildende)	2	1	1
Total	6.2	5.2	5.2

Nachdem Nicole Boillat-Meyer ihre Tätigkeit als Richtersekretärin, die sie hauptsächlich in deutscher Sprache ausübte, auf den 31. Dezember 2024 beendet hat, wurde das Gerichtsssekretariat neu organisiert. Sultan Ulukütük, angestellt zu 0.5 VZÄ, übt ihre Tätigkeit weiterhin zu 0.5 VZÄ aus und Ashvien Yogaragh, ursprünglich angestellt zu 0.5 VZÄ, erhöhte seine Tätigkeit um 0.2 VZÄ und übt seine Tätigkeit seit dem 1. Januar 2025 zu 0.7 VZÄ aus. Die deutschsprachige Gerichtsschreiberin, die ursprünglich zu 0.3 VZÄ eingestellt war, hat ihre Tätigkeit um 0.2 VZÄ erhöht, um das Sekretariat bei den deutschsprachigen Dossiers zu unterstützen. Eine solche Reorganisation erwies sich als notwendig, da es sich als schwierig gestaltete, qualifiziertes deutschsprachiges Personal zu finden, welches bereit ist, bei so geringen Beschäftigungsgraden auf Deutsch zu arbeiten (0.3 VZÄ für die Gerichtsschreiberei und 0.2 VZÄ für das Sekretariat). Sultan Ulukütük, angestellt zu 0.5 VZÄ und Ashvien Yogaragh, angestellt zu 0.7 VZÄ, sind im Gerichtsssekretariat hauptsächlich auf Französisch tätig, während die deutschsprachige Gerichtsschreiberin mit einem Beschäftigungsgrad von 0.2 VZÄ für die Bearbeitung der deutschsprachigen Dossiers im Sekretariat zuständig ist.

Betreffend Gerichtsschreiberei üben Renaud Chardonens und Sylvain Keller weiterhin im Jobsharing (1 VZÄ) die Funktion als Chefgerichtsschreiber aus, wobei Renaud Chardonens mit 0.2 VZÄ und Sylvain Keller zusätzlich mit 0.3 VZÄ, die Tätigkeit als Gerichtsschreiber ausüben. Sie führen ihre Tätigkeit in französischer Sprache aus. Victoria Malecki, die eine 0.5 VZÄ-Tätigkeit als deutschsprachige Gerichtsschreiberin ausübte, davon 0.2 VZÄ für die deutschsprachige Unterstützung des Sekretariats, hat ihre Tätigkeit zum 31. März 2025 beendet. Coralie Fuchs hat diese Stelle zum 1. August 2025 übernommen. Zu berücksichtigen ist dabei, dass die deutschsprachige RichterIn von April bis Juli 2025 keine Unterstützung für die deutschen Dossiers seitens der Gerichtsschreiberei und des Sekretariats erhalten hat. In der Folge übte Coralie Fuchs ihre Tätigkeit von August bis Dezember 2025 mit 0.9 VZÄ aus.

Um das einwandfreie Funktionieren der Justiz zu gewährleisten und ältere Siegelungsdossiers zu bearbeiten, wurde ausserdem vom 10. März 2025 bis zum 31. Dezember 2025 eine ausserordentliche Verstärkung der Gerichtsschreiberei durch Renaud Chardonens eingerichtet. Das Zwangsmassnahmengericht dankt der SJSD, dem AJ und dem Justizrat für deren Unterstützung.

Hinzu kommen ein Gerichtsschreiberpraktikant und ein Praktikant MPC 3+1 (kaufmännische Berufsmaturität, plus ein Jahr Praktikum). Der Beitrag dieser Personen ist sicherlich nützlich, aber da sie sich in der Ausbildung befinden und eine hohe Personalfuktuation verursachen, erfordern sie eine nicht zu unterschätzende Betreuungsarbeit, sowohl durch das Verwaltungspersonal als auch durch die Gerichtsschreiber und die Richterinnen.

1.1.1.2.3 Räumlichkeiten

In Bezug auf die Räumlichkeiten wurde keine Lösung gefunden, die den Bedürfnissen des Gerichts gerecht wird. Es werden Massnahmen ergriffen, um die Sicherheit der derzeitigen Räumlichkeiten des Zwangsmassnahmengerichts zu verbessern.

Vorerst nutzt das Zwangsmassnahmengericht weiterhin die von anderen Justizbehörden zur Verfügung gestellten Verhandlungsräume, je nach Verfügbarkeit. Die aktuelle Situation ermöglicht es, den ordnungsgemässen Betrieb des Gerichts unter rechtskonformen Bedingungen zu gewährleisten, was den Anforderungen der Polizei (sicherer Transport, Zugang insbesondere für den Zellentransporter, Diskretion beim Transport des Angeklagten) entspricht, Sicherheit und Diskretion garantiert und den Anwälten die Möglichkeit bietet, mit ihren Mandanten in sicheren Räumlichkeiten zu sprechen. Diese Lösungen erfordern jedoch die systematische Anreise des Richters und des ihn begleitenden Mitarbeiters, was zu einem erheblichen Zeit- und Effizienzverlust führt. Die gute Erreichbarkeit und Zentralität der Büros des Gerichts sowie die Nähe zur Staatsanwaltschaft bieten hingegen den unbestreitbaren Vorteil, dass die Gerichtsakten sehr schnell zwischen den Behörden übermittelt werden können.

1.1.1.3 Gerichtstätigkeit

1.1.1.3.1 Allgemeine Bemerkungen

Nachdem die gerichtliche Tätigkeit im Jahr 2022 stabil geblieben war, hat sie seit 2023 wieder deutlich zugenommen.

Im Jahr 2025 wurden 957 neue Fälle vor dem Zwangsmassnahmengericht behandelt, was 116 Fälle mehr als im Jahr 2024 entspricht und einem Anstieg der Fallzahlen um fast 14% innerhalb eines Jahres entspricht. Seit der Einrichtung des Zwangsmassnahmengerichts im Jahr 2011 ist die Zahl der registrierten Fälle generell stetig gestiegen, und zwar um durchschnittlich mehr als 32%, was sich aus dem Vergleich zwischen dem Durchschnitt von 2011 bis 2024 einerseits und der Zahl für 2025 andererseits ergibt. Dieser Anstieg der Fallzahlen lässt sich teilweise durch die Errichtung einer neuen Abteilung bei der Staatsanwaltschaft, sowie durch die Errichtung einer neuen Abteilung beim Jugendstrafgericht erklären lässt.

Aufgrund der Besonderheit des Gerichts, insbesondere der Dringlichkeit der Haftgesuche, die innerhalb sehr kurzer gesetzlicher Fristen (48 und 96 Stunden) bearbeitet werden müssen, verbringen die drei Richterinnen regelmässig einen Teil ihrer Wochenenden damit, Entscheide zu fällen und die entsprechenden Verfügungen zu verfassen, gegebenenfalls mit Durchführung einer Anhörung.

Im 15. Amtsjahr des Zwangsmassnahmengerichts wurden 957 neue Fälle behandelt (2024 : 841 ; 2023 : 869 ; 2022 : 711 ; 2021 : 830 ; 2020 : 634 ; 2019 : 688 ; 2018 : 672 ; 2017 : 897 ; 2016 : 915 ; 2015 : 759 ; 2014 : 777 ; 2013 : 797 ; 2012 : 735 ; 2011 : 574), zusätzlich zu den 20 Fällen, die am 31. Dezember 2024 noch hängig waren. Die Art der Fälle und die Art der Erledigung werden im statistischen Teil dieses Berichts ausführlich veranschaulicht.

Von den 957 (2024: 846 ; 2023 : 852 ; 2022 : 718 ; 2021 : 830 ; 2020 : 634 ; 2019 : 688 ; 2018 : 672) erledigten Fällen wurden 839 (2024 : 758 ; 2023 : 747 ; 2022 : 631 ; 2021 : 774 ; 2020 : 611 ; 2019 : 617 ; 2018 : 604) auf Französisch und 121 (2024 : 88 ; 2023 : 105 ; 2022 : 87 ; 2021 : 56 ; 2020 : 23 ; 2019 : 71 ; 2018 : 68) auf Deutsch verhandelt, somit 12.65% der Dossiers (2024 : 10.4% ; 2023 : 12.4% ; 2022 : 12.2% ; 2021 : 7% ; 2020 : 4% ; 2019 : 10% ; 2018 : 10% ; 2017 : 7% ; 2016 : 6% ; 2015 : 6% ; 2014 : 6% ; 2013 : 7% ; 2012 : 5% ; 2011 : 4.5%). Die deutschsprachigen Dossiers werden von der Richterin Sonja Walter behandelt. Ohne Berücksichtigung der Entsiegelungsverfahren, welche einen erheblich höheren Arbeitsaufwand mit sich bringen, sowie den von den deutschsprachigen Ersatzrichtern behandelten Dossiers, bearbeiteten Sonja Walter beziehungsweise ihre Stellvertreter während ihres Mutterschaftsurlaubs im Jahr

2025 45,6 % der Dossiers auf Deutsch (2024: 30 %; 2023: 44 %; 2022: 48 %; 2021: 26,4 %; 2020: 9,8 %; 2019: 21,1 %; 2018: 18,5 %; 2017: 15,3 %; 2016: 10,9 %; 2015: ca. 12 %; 2014: ca. 19 %; 2013: ca. 25 %; 2012: ca. 20 %; 2011: ca. 15 %). Darüber hinaus ist – wie nachstehend ausgeführt wird – festzustellen, dass die Zahl der Entsiegelungsverfahren in den letzten drei Jahren erheblich zugenommen hat. Im Jahr 2025 wurden insgesamt 25 neue Entsiegelungsverfahren eröffnet, davon 6 auf Deutsch, was einem Anteil von 24 % entspricht. Zum Vergleich: 2024 wurden 16 neue Siegelungsdossiers eröffnet, davon 4 auf Deutsch (25 %); 2023 waren es 11 neue Siegelungsdossiers, davon 6 auf Deutsch (54,5 %). Unter Einbezug der Entsiegelungsverfahren wird somit mehr als die Hälfte der von Sonja Walter behandelten Dossiers in deutscher Sprache geführt.

Darüber hinaus ist das Zwangsmassnahmengericht seit dem 1. Januar 2024 dafür zuständig, in dringenden Fällen auf Antrag der Staatsanwaltschaft Aufträge für forensische Kopien zu erteilen. Im Jahr 2025 wurden 13 Aufträge ausgestellt. Es ist anzumerken, dass diese Aufträge in Dringlichkeit erlassen werden müssen, in der Regel am selben Tag, an dem der Antrag gestellt wird.

Das Zwangsmassnahmengericht führte 95 Anhörungen durch (2024 : 82 ; 2023 : 75 ; 2022 : 77 ; 2021 : 84 ; 2020 : 76 ; 2019 : 105 ; 2018 : 115 ; 2017 : 129 ; 2016 : 128).

1.1.1.3.2 Strafsachen

Die Anordnung von Untersuchungs- und Sicherheitshaft, von Haftverlängerungen und -entlassungen, die Genehmigung von geheimen Überwachungsmassnahmen sowie die Entsiegelungsverfahren stellen die hauptsächlichen Tätigkeitsbereiche des Zwangsmassnahmengerichts dar. Die Anzahl der Haftanordnungen ist im Vergleich zum Jahr 2024 angestiegen und liegt über dem Durchschnitt der vorherigen Jahren (2025 : 510 ; 2024 : 450 ; 2023 : 502 ; 2022 : 448 ; 2021 : 539 ; 2020 : 417 ; 2019 : 438 ; 2018 : 425 ; 2017 : 573 ; 2016 : 525 ; 2015 : 442 ; 2014 : 462). Die Anzahl der Anordnungen von geheimen Überwachungsmassnahmen, einschließlich der Telefonüberwachungen, stieg 2025 leicht an und liegt weiterhin über dem Durchschnitt der vorherigen Jahre (2025 : 248 ; 2024 : 202 ; 2023 : 195 ; 2022 : 145 ; 2021 : 159 ; 2020 : 141 ; 2019 : 160 ; 2018 : 152 ; 2017 : 245 ; 2016 : 283 ; 2015 : 234 ; 2014 : 206 ; 2013 : 232 ; 2012 : 229 ; 2011 : 144). Im Jahr 2025 wurden 25 neue Entsiegelungsverfahren registriert (2024 : 16 ; 2023 : 11, 2022 : 5 ; 2021 : 5 ; 2020 : 2 ; 2019 : 2 ; 2018 : 2 ; 2017 : 2 ; 2016 : 2 ; 2015 : 1 ; 2014 : 3 ; 2013 : 0 ; 2012 : 0 ; 2011 : 0). Am 31. Dezember 2025 waren 16 Fälle von Entsiegelungen hängig, von denen 11 im Jahr 2025, 3 im Jahr 2024, 1 im Jahr 2023 und 1 im Jahr 2020 eingeleitet wurden (2024 : 14 ; 2023 : 14 ; 2022 : 7 ; 2021 : 4 ; 2020 : 2 ; 2019 : 2 ; 2018 : 2 ; 2017 : 3 ; 2016 : 1 ; 2015 : 3 ; 2014 : 1). Angesichts des Umfangs der Akten und der Anzahl der auszusondernden Dokumente, wobei der Richter zu jedem einzelnen Schriftstück Stellung nehmen muss, sind diese Verfahren zeitraubend und erfordern einen enormen Aufwand. Seit der Gründung des Zwangsmassnahmengerichts im Jahr 2011 ist die Zahl der registrierten Entsiegelungsverfahren im Allgemeinen stetig gestiegen. Sie ist um mehr als 586% gestiegen, verglichen mit dem Durchschnitt, der sich aus dem Vergleich der Zahlen von 2011 bis 2024 einerseits und der Zahl von 2025 andererseits ergibt.

Im Jahr 2025 wurde in 34 Fällen gegen Verfügungen des Zwangsmassnahmengerichts (2024 : 28 ; 2023 : 20 ; 2022 : 21 ; 2021 : 26 ; 2020 : 30) Beschwerden bei der Strafkammer des Kantonsgerichts eingereicht. Am 1. Januar 2025 waren 2 Beschwerden bei der Strafkammer des Kantonsgerichts hängig. Von den 34 Urteilen der genannten Strafkammer wurden im Jahr 2025 4 Beschwerden gutgeheissen, eine Beschwerde teilweise gutgeheissen, 24 Beschwerden abgewiesen, 2 Beschwerde als unzulässig erklärt und 3 Beschwerden sind gegenstandslos geworden. Zwei Fälle wurden an das Bundesgericht weitergezogen, wobei beide Beschwerden abgewiesen wurden. Darüber hinaus wurde die im Jahr 2024 beim Bundesgericht eingereichte Beschwerde, welche am 1. Januar 2025 noch hängig war, mit Entscheid des höchsten Gerichts vom 20. Januar 2025 als unzulässig erklärt.

1.1.1.3.3 Zwangsmassnahmen im Ausländerrecht

Unabhängig von seinen strafprozessualen Befugnissen entscheidet das Zwangsmassnahmengericht auch über Zwangsmassnahmen im Ausländerrecht, soweit hierfür die richterliche Beurteilung vorgeschrieben ist. Dabei geht es haupt-

sächlich darum, die Rechtmässigkeit und Angemessenheit der vom Amt für Bevölkerung und Migration (BMA) angeordneten verwaltungsrechtlichen Haft zu überprüfen. Nach dem Jahr 2020, das durch einen Rückgang der vom Gericht überprüften administrativen Haftfälle gekennzeichnet war, der hauptsächlich auf die Covid-19-Pandemie zurückzuführen ist, kam es im Jahr 2021 zu einem Anstieg. Das Jahr 2022 war anschließend von einem leichten Rückgang geprägt, bevor die Zahl der überprüften administrativen Haftfälle in den Jahren 2023 und 2024 erneut anstieg und im Jahr 2025 schließlich leicht zurückging. (2025 : 57 ; 2024 : 65 ; 2023 : 61 ; 2022 : 46 ; 2021 : 67 ; 2020 : 51 ; 2019 : 71 ; 2018 : 81 ; 2017 : 66 ; 2016 : 83 ; 2015 : 75, 2014 : 90, 2013 : 71, 2012 : 61). Die Zahl der Anträge auf unentgeltliche Rechtspflege ist stark gestiegen. Sie hat sich im Vergleich zum Jahr 2021 verdoppelt; dabei ist zu beachten, dass sich die Zahl 2021 im Vergleich zu 2020 verdreifacht hatte (2025 : 80 ; 2024 : 84 ; 2023 : 67 ; 2022 : 62 ; 2021 : 39 ; 2020 : 12 ; 2019 : 16). Diese Zunahme führt automatisch zu einer nicht unerheblichen zusätzlichen Arbeitsbelastung. Da die Haft von einer Verwaltungsbehörde angeordnet wird, ist es Aufgabe des Zwangsmassnahmengerichts, diese auf ihre Rechtmässigkeit zu überprüfen. Auch diese Überprüfungsanträge müssen innerhalb einer sehr kurzen Frist (96 Stunden) gestellt werden.

Im Jahr 2025 wurde drei Entscheide des Zwangsmassnahmengerichts beim Kantonsgericht mit Beschwerde angefochten, eine Beschwerde war am 1. Januar 2025 noch hängig. Eine Beschwerde wurde abgewiesen und eine Beschwerde wurde als gegenstandslos abgeschrieben. Zwei Beschwerden waren am 31. Dezember 2025 noch beim Kantonsgericht hängig.

1.1.1.4 Verschiedenes

Für das Jahr 2025 wurde das administrative Präsidium des Zwangsmassnahmengerichts von Richterin Delphine Maradan übernommen.

Die Richterin Géraldine Barras ist Vizepräsidentin der Rekurskommission der Universität Freiburg. Sie ist zudem, gemeinsam mit den zuständigen Sekretärinnen, für die Ausbildungsbegleitung des Lehrlings sowie des Praktikanten des Lehrgangs «3+1» zuständig.

Die Richterin Delphine Maradan vertritt das Gericht in den Arbeitsgruppen «e-Justice», « Dialogue Santé-Justice » und in der „Chaîne pénale“.

Die Richterin Sonja Walter ist die Informatikverantwortliche des Zwangsmassnahmengerichts. Parallel zu ihren Aufgaben als Magistratin absolvierte sie die erste Hälfte des CAS „Judikative“. Diese Ausbildung wird sie voraussichtlich im Jahr 2026 abschliessen.

Die drei Richterinnen nehmen abwechselungsweise an den Treffen der französischsprachigen Zwangsmassnahmengerichte teil, die einmal jährlich stattfinden.

1.1.2 Partie statistique / Statistischer Teil

1.1.2.1 Statistique générale / Allgemeine Statistik

	2023	2024	2025
Affaires pendantes au 01.01. / am 01.01. hängige Angelegenheiten	7	25	20
Affaires introduites / eingereichte Angelegenheiten	869	841	957
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	852	846	957
ordonnance / Verfügung	852	839	944
par un autre moyen / auf andere Weise	0	7	13
Affaires pendantes au 31.12. / am 31.12. hängige Angelegenheiten	24	20	21

1.1.2.2 Langue des affaires liquidées / Verfahrenssprache erledigte Angelegenheiten

	2023	2024	2025
Français / Französisch	747	758	836
Allemand / Deutsch	105	88	121
Total	852	846	957

1.1.2.3 Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten

1.1.2.3.1 Affaires pénales / Strafsachen

	2023	2024	2025
Matières traitées / behandelte Rechtsgebiete	720	689	818
Détention pénale adultes / strafprozessuale Haft Erwachsene	502	450	510
Détention pénale mineurs / strafprozessuale Haft Minderjährige	16	11	16
Surveillance de la correspondance par poste et télécommunication / Überwachung des Post- und Fernmeldeverkehrs	195	202	248
Garantie de l'anonymat / Zusicherung der Anonymität	4	0	2
Levée des scellés / Entsiegelung	3	15	23
Copies forensiques / Forensische Kopien	0	7	13
Prélèvement d'échantillons ADN en masse / DNA-Massenuntersuchungen	0	0	0
Investigation secrète / verdeckte Ermittlung	0	4	6
Cautionnement préventif et divers / Friedensbürgschaft	0	0	0
Divers / Diverses	0	0	0

Sort réservé aux affaires / Erledigungsweise	2023	2024	2025
Admission / Guttheissung	405	385	428
Admission partielle / teilweise Guttheissung	70	49	51
Rejet / Abweisung	28	18	28
Irrecevabilité manifeste / offensichtliche Unzulässigkeit	0	0	0
Retrait / Rückzug	1	0	0
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten	14	9	19
Transmission à l'autorité compétente / Weiterleitung an die zuständige Behörde	0	0	0
Classé sans suite / ohne Folge klassiert	0	0	0
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	0	0	0
Mesures de surveillance autorisées / Überwachungsmassnahmen genehmigt	193	201	248
Mesures de surveillance pas autorisées / Überwachungsmassnahmen nicht genehmigt	2	0	0
Mesures de surveillance partiellement autorisées / Überwachungsmassnahmen teilweise genehmigt	0	0	0
Mesures de surveillance : retrait / Überwachungsmassnahmen : Rückzug	0	1	0
Mesures de surveillance devenues sans objet ou demande irrecevable / Überwachungsmassnahmen gegenstandslos geworden oder Gesuch Unzulässig	0	0	0
Garantie de l'anonymat autorisée / Zusicherung der Anonymität bewilligt	4	0	2
Levée des scellés autorisée / Entsiegelung bewilligt	0	3	4
Levée des scellés partiellement autorisée / Entsiegelung teilweise bewilligt	1	3	4
Levée des scellés refusée / Entsiegelung verweigert	0	0	1
Levée de scellés devenue sans objet pour d'autres motifs / Entsiegelung : aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten	2	9	14
Copies forensiques autorisées / Forensische Kopien bewilligt	0	7	12
Copies forensiques refusées / Forensische Kopien verweigert	0	0	0
Copies forensiques devenue sans objet / Forensische Kopien gegenstandslos geworden	0	0	1
Investigation secrète autorisée / verdeckte Ermittlung genehmigt	0	4	6
Cautionnement préventif ordonné ou refusé / Friedensbürgschaft angeordnet/verweigert	0	0	0

1.1.2.3.2 Recours à la Chambre pénale du Tribunal cantonal / Beschwerden an die Strafkammer des Kantonsgerichts

	2023	2024	2025
Pendants au 01.01. / am 01.01. hängig	0	0	2
Recours introduits / eingereichte Beschwerden	20	28	34
Jugements notifiés / zugestellte Entscheide	20	27	34
Pendants au 31.12. / am 31.12. hängig	0	1	2

Sort réservé aux recours contre les ordonnances du TMC / Erledigungsweise von Beschwerden gegen Beschlüsse des ZMG	2023	2024	2025
Admission / Gutheissung	0	0	4
Admission partielle / teilweise Gutheissung	0	1	1
Rejet / Abweisung	15	20	24
Retrait / Rückzug	1	3	0
Irrecevable / Nichteintreten	1	1	2
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten	3	2	3

1.1.2.3.3 Mesures de contrainte en droit des étrangers / Zwangsmassnahmen im Ausländerrecht

	2023	2024	2025
Matières traitées / behandelte Rechtsgebiete	132	157	139
Détention administrative / administrativrechtliche Haft	61	65	57
Autres mesures de contrainte administratives / andere verwaltungsrechtliche Zwangsmassnahmen	4	8	1
Assistance judiciaire / unentgeltliche Rechtspflege	67	84	80
Recours au TMC contre une décision du SPoMi / Beschwerden ZMG gegen Entscheide des SPoMi	0	0	1
Réclamation / Einsprache	0	0	0

Sort réservé aux affaires / Erledigungsweise	2023	2024	2025
Détention administrative confirmée / Genehmigung der Administrativhaft	24	32	29
Détention administrative partiellement confirmée / teilweise Genehmigung der Administrativhaft	9	5	12
Détention administrative refusée / Nichtgenehmigung der Administrativhaft	3	5	3
Détention adm. sans procédure orale confirmée / Bestätigung Administra- tivhaft ohne mündl. Verhandlung	17	17	9

Sort réservé aux affaires / Erledigungsweise	2023	2024	2025
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten	8	9	4
Autres mesures de contrainte admin. accordées ou confirmées / andere verwaltungsrechtliche Zwangsmassnahmen gewährt oder bestätigt	1	4	1
Autres mesures de contrainte admin. rejetées / andere verwaltungsrechtliche Zwangsmassnahmen abgewiesen	1	1	0
Autres mesures de contrainte admin. irrecevables ou sans objet / andere verwaltungsrechtliche Zwangsmassnahmen unzulässig oder gegenstandslos	2	0	0
Mesure partiellement admise / Massnahme teilweise bestätigt	0	0	0
AJ (avec avocat-e) octroyée / URP (mit Anwältin/Anwalt) gewährt	65	84	80
AJ (avec avocat-e) refusé / URP (mit Anwältin/Anwalt) verweigert	0	0	0
AJ (avec avocat-e) sans objet / URP (mit Anwältin/Anwalt) gegenstandslos	2	0	0
Recours au TMC contre une décision du SPoMi admis ou rejeté / Beschwerden ZMG gegen Entscheide des SPoMi : gutgeheissen oder abgewiesen	0	0	1
Réclamation admise ou rejetée / Einsprache gutgeheissen oder abgewiesen	0	0	0

1.1.2.3.4 **Recours au Tribunal cantonal / Beschwerden an das Kantonsgericht**

	2023	2024	2025
Pendants au 1er janvier / am 1. Januarhängig	0	0	1
Recours introduits / eingereichte Beschwerden	5	5	3
Jugements notifiés / zugestellte Entscheide	4	4	2
Pendants au 31 décembre / am 31. Dezemberhängig	1	1	2

Sort réservé aux recours contre les ordonnances du TMC / Erledigungsweise von Beschwerden gegen Beschlüsse des ZMG	2023	2024	2025
Admission / Gutheissung	2	0	0
Admission partielle / teilweise Gutheissung	0	0	0
Rejet / Abweisung	1	2	1
Retrait / Rückzug	0	0	0
Irrecevable / Nichteintreten	0	1	0
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten	1	1	1

1.1.2.3.5 Recours au Tribunal fédéral / Beschwerden an das Bundesgericht

	2023	2024	2025
Pendants au 1er janvier / am 1. Januar hängig	0	0	1
Recours introduits / eingereichte Beschwerden	1	3	2
Jugements notifiés / zugestellte Entscheide	1	2	3
Pendants au 31 décembre / am 31. Dezember hängig	0	1	0

Sort réservé aux recours contre les ordonnances du TMC / Erledigungsweise von Beschwerden gegen Beschlüsse des ZMG	2023	2024	2025
Admission / Gutheissung	0	0	0
Admission partielle / teilweise Gutheissung	0	1	0
Rejet / Abweisung	0	1	2
Irrecevable ou retrait / Nichteintreten oder Rückzug	1	0	1